

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/11918]

3 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instituant la Commission de recours des jeunes privés de liberté

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993, l'article 87, § 1^{er} ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 94 ;

Vu le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, l'article 144 ;

Vu l'avis n° 173 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 15 janvier 2019 ;

Vu le test « genre » du 8 février 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 février 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 février 2019 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 13 février 2019 ;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté française relatif à la concertation intrafrancophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu l'avis n° 65.509/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que les décrets précités reconnaissent aux jeunes hébergés dans une institution publique de protection de la jeunesse ou au centre communautaire prenant en charge les jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement le droit de contester les décisions prises à leur égard par le directeur de l'institution, non seulement auprès du fonctionnaire dirigeant de l'administration compétente mais également, en second degré, auprès d'un organe de recours indépendant ;

Considérant que les principes essentiels régissant cet organe de recours sont fixés par les décrets précités mais qu'il appartient toutefois au Gouvernement de les compléter, notamment pour ce qui concerne les incompatibilités destinées à garantir l'indépendance de ses membres, la procédure de nomination, les modalités de rétribution et les causes de révocation de ces derniers, ainsi que les règles de procédures, objet du présent arrêté ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « décret du 18 janvier 2018 » : le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

2° « décret du 14 mars 2019 » : le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement ;

3° « lieu de privation de liberté » : toute institution publique de protection de la jeunesse au sens du décret du 18 janvier 2018 et tout centre communautaire prenant en charge les jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement au sens du décret du 14 mars 2019.

CHAPITRE 2. — Composition

Art. 2. Il est institué un organe de recours indépendant, dénommé « commission de recours des jeunes privés de liberté », qui statue sur les recours introduits en vertu de l'article 90, alinéa 1^{er}, du décret du 18 janvier 2018 et de l'article 139 du décret du 14 mars 2019.

Art. 3. La commission de recours des jeunes privés de liberté, ci-après la commission de recours, est composée, outre son président visé à l'article 93, alinéa 3, du décret du 18 janvier 2018 et à l'article 143, alinéa 3, du décret du 14 mars 2019, de deux membres :

1° un criminologue ;

2° un juriste.

Un membre suppléant est désigné pour chaque membre effectif.

Art. 4. En vue de la désignation des membres de la commission de recours, le secrétariat organise un appel public à candidatures.

Au terme de cet appel, le Gouvernement communique au Parlement une liste comprenant ses propositions pour l'un des mandats effectifs autres que celui du président et un mandat suppléant à raison de deux candidats par mandat à pourvoir.

Le Parlement procède ensuite à la nomination des membres selon la procédure qu'il détermine.

Art. 5. Les membres de la commission de recours disposent d'un casier judiciaire exempt de condamnations pour un crime ou un délit.

Ils joignent à leur candidature un extrait de casier judiciaire visé aux articles 595, alinéa 1^{er}, et 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, datant d'au maximum un mois.

Art. 6. La qualité de membre de la commission de recours incompatible avec celle :

1° de commissaire européen, de membre d'un gouvernement fédéral, régional ou communautaire, de gouverneur de province, de député provincial, de membre d'un collège du bourgmestre et échevins ;

2° de membre du cabinet d'un mandataire visé sous 2° ;

3° de membre du Parlement européen, d'une assemblée parlementaire fédérale, régionale ou communautaire, d'un conseiller provincial, d'un conseiller communal ou d'un conseiller de l'action sociale ;

4° d'attaché d'un mandataire visé sous 4° ;

5° d'agent des services du Gouvernement, même détaché ;

6° de membre d'un service public ou agréé prévu par ou en vertu du décret du 18 janvier 2018 et du décret du 14 mars 2019 ;

7° de membre de la commission de surveillance visée par le décret du 18 janvier 2018 et du décret du 14 mars 2019.

Le membre de la commission de recours ne peut pas avoir été pénalement condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, ne peut pas être membre d'un organisme, d'une association, d'un parti ou d'un groupe politique qui marque une hostilité manifeste ou qui a été condamné pénalement, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, et par le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

Art. 7. Le Parlement peut mettre fin au mandat d'un membre de la commission de recours ou le révoquer suivant une procédure qu'il détermine.

Si en cours de mandat, un membre de la commission de surveillance démissionne ou cesse pour une raison quelconque d'en être membre, le Gouvernement communique au Parlement une liste comprenant ses propositions pour le mandat à remplacer à raison de deux candidats.

Le Parlement procède ensuite à la nomination de ce membre selon la procédure qu'il détermine.

Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

CHAPITRE 3. — Règles de procédure et fonctionnement

Art. 8. La commission de recours est saisie selon les modalités prévues à l'article 90, alinéa 2, du décret du 18 janvier 2018 et de l'article 139, alinéa 2, du décret du 14 mars 2019.

Le secrétariat accuse réception du recours et convoque les membres de la commission de recours.

Art. 9. L'affaire est mise en état comme le prévoit l'article 91 du décret du 18 janvier 2018 et l'article 140 du décret du 14 mars 2019.

Art. 10. La commission de recours délibère à huis clos et dans les délais prescrits à l'article 92, alinéa 1^{er}, du décret du 18 janvier 2018 et de l'article 141, alinéa 1^{er}, du décret du 14 mars 2019.

La commission de recours ne délibère valablement que si tous les membres sont présents.

Les décisions de la commission de recours sont prises à la majorité des membres.

Art. 11. Les décisions de la commission de recours sont rédigées avec l'assistance du secrétariat.

Elles sont signées par le Président et communiquées aux parties conformément à l'article 92, alinéa 2, du décret du 18 janvier 2018, et à l'article 141, alinéa 2, du décret du 14 mars 2019.

Art. 12. Le secrétariat de la commission de recours est assuré par un agent des services du Gouvernement.

Art. 13. Les membres de la commission de recours ne peuvent traiter les recours à la résolution desquels ils ont un intérêt personnel ou à la résolution desquels leur conjoint, leur parents ou leurs alliés jusqu'au troisième degré inclus, ont pareil intérêt.

Le président ne peut traiter le recours d'un jeune à l'égard duquel il a déjà pris une décision protectionnelle relative à un fait qualifié infraction.

Art. 14. En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant.

CHAPITRE 4. — Modalités de rétribution

Art. 15. § 1^{er}. Les membres de la commission de recours peuvent prétendre aux indemnités suivantes :

1° une indemnité de 40 euros par demi-journée de participation aux travaux de la commission de recours ;

2° une indemnité couvrant les déplacements effectués en vue de la participation aux travaux de la commission de recours, consistant :

a) soit au prix d'un billet en deuxième classe, lorsque le déplacement est effectué en train ;

b) soit au prix d'un trajet de bus, tram ou métro, lorsque le déplacement est effectué en transport en commun ;

c) soit à l'indemnité kilométrique au sein des services du Gouvernement, lorsque le déplacement est effectué au moyen du véhicule personnel du membre.

§ 2. Les indemnités visées au paragraphe 1^{er} sont versées trimestriellement, sur la base des déclarations de créance adressées au secrétariat général par les membres.

§ 3. Le montant des jetons de présence est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du service public.

Ce montant est rattaché à l'indice 138,01.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 16. Le ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse,
des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/11918]

3 APRIL 2019. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van de beroepscommissie voor jongeren die met vrijheidsbeneming worden bestraft**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, artikel 87, § 1;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 94;

Gelet op het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschap-pelijk centrum), van uithandengegeven jongeren, artikel 144;

Gelet op het advies nr. 173 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, verleend op 15 januari 2019;

Gelet op de gendertest, op 8 februari 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 februari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 februari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 13 februari 2019;

Gelet op het overleg bepaald in het kadersamenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen Franstaligen inzake gezondheidsbeleid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden toepasselijk zijn;

Gelet op het advies nr. 65.509/2 van de Raad van State, gegeven op 20 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat bovengenoemde decreten het recht erkennen van jongeren die gehuisvest zijn in een openbare instelling voor jeugdbescherming of in het gemeenschapscentrum dat de leiding heeft over uithandengegeven jongeren, om de beslissingen die de directeur van de instelling ten aanzien van hen neemt, aan te vechten, niet alleen bij de leidend ambtenaar die verantwoordelijk is voor de bevoegde administratie, maar ook, in tweede instantie, bij een onafhankelijke beroepsinstantie

Overwegende dat de essentiële beginselen die van toepassing zijn op deze beroepsinstantie zijn vastgelegd in bovengenoemde decreten, maar dat het niettemin aan de regering is om deze aan te vullen, met name wat betreft de onverenigbaarheden die de onafhankelijkheid van haar leden, de benoemingsprocedure, de wijze van schadeloosstelling en de redenen voor het herroepen van de leden, alsook de procedureregels die in dit besluit zijn opgenomen, moeten waarborgen;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities van de termen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o "decreet van 18 januari 2018": het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

2^o "decreet van 14 maart 2019": het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschapscentrum), van uithandengegeven jongeren;

3^o "plaats van vrijheidsbeneming": elke openbare instelling voor jeugdbescherming in de zin van het decreet van 18 januari 2018 en elk gemeenschapscentrum dat de leiding heeft over jongeren die het voorwerp zijn geweest van een uithandengeving in de zin van het decreet van 14 maart 2019.

HOOFDSTUK 2. — *Samenstelling*

Art. 2. Er wordt een onafhankelijke beroepsinstantie ingesteld, de "Beroepscommissie voor minderjarigen van wie de vrijheid werd benomen" genoemd, die uitspraak moet doen over de beroepen die zijn ingesteld krachtens artikel 90, eerste lid, van het decreet van 18 januari 2018 en artikel 139 van het decreet van 14 maart 2019.

Art. 3. De beroepscommissie voor minderjarigen van wie de vrijheid werd benomen, hierna de “beroepscommissie”, wordt, naast zijn voorzitter, bedoeld in artikel 93, derde lid, van het decreet van 18 januari 2018 en in artikel 143, derde lid, van het decreet van 14 maart 2019, samengesteld uit twee leden:

1° een criminoloog;

2° een advocaat.

Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervangend lid benoemd.

Art. 4. Om de leden van de beroepscommissie te benoemen, organiseert het secretariaat een openbare oproep tot het indienen van kandidaturen.

Na afloop van deze oproep doet de regering het Parlement een lijst toekomen met haar voorstellen voor een van de andere werkende mandaten dan die van de voorzitter en een plaatsvervangend mandaat naar rata van twee kandidaten per te vervullen mandaat.

Vervolgens benoemt het Parlement de leden volgens de procedure die het vaststelt.

Art. 5. De leden van de beroepscommissie hebben een strafblad dat vrij is van veroordelingen voor een misdaad of misdrijf.

Zij voegen bij hun kandidatuur een uittreksel uit het strafregister als bedoeld in de artikelen 595, lid 1, en 596, lid 2, van het Wetboek van Strafvordering, dat ten hoogste één maand oud is.

Art. 6. Lidmaatschap van de beroepscommissie is onverenigbaar met het lidmaatschap als:

1° Europees commissaris, lid van een federale, gewestelijke of gemeenschapsregering, provinciegouverneur, provinciale gedeputeerde, lid van een college van burgemeester en schepenen;

2° lid van het kabinet van een mandaathouder als bedoeld in 2°;

3° lid van het Europees Parlement, lid van een federale, gewestelijke of gemeentelijke parlementaire vergadering, provincieraadslid, gemeenteraadslid of raadslid voor sociale actie;

4° attaché van een mandaathouder als bedoeld in 4°;

5° ambtenaar van de regeringsdiensten, al dan niet gedetacheerd;

6° lid van een openbare of erkende dienst die bij of krachtens het decreet van 18 januari 2018 en het decreet van 14 maart 2019 is ingesteld;

7° lid van de toezichtcommissie bedoeld in het decreet van 18 januari 2018 en het decreet van 14 maart 2019.

Het lid van de beroepscommissie mag niet strafrechtelijk zijn veroordeeld op grond van een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing, mag geen lid zijn van een politieke instantie, vereniging, partij of groepering die blijk geeft van kennelijke vijandigheid of die strafrechtelijk is veroordeeld op grond van een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak tegenover de beginselen van de democratie, zoals die met name zijn neergelegd in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de Aanvullende Protocolen bij dit Verdrag die in België van kracht zijn, door de Grondwet, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd en door het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie.

Art. 7. Het Parlement kan de ambtstermijn van een lid van de beroepscommissie beëindigen of hem ontslaan volgens een door het Parlement vastgestelde procedure.

Indien een lid van de Toezichtcommissie in de loop van zijn ambtstermijn ontslag indient of om welke reden dan ook ophoudt lid te zijn, doet de regering het Parlement een lijst toekomen met haar voorstellen voor de vervanging van twee kandidaten voor de ambtstermijn.

Het Parlement benoemt dit lid vervolgens volgens de procedure die het vaststelt.

Het aldus benoemde lid voleindigt de ambtstermijn van de persoon die hij vervangt.

HOOFDSTUK 3. — *Procedure- en werkingsregels*

Art. 8. Een zaak wordt bij de beroepscommissie aanhangig gemaakt overeenkomstig de procedures bepaald in artikel 90, tweede lid, van het decreet van 18 januari 2018 en artikel 139, tweede lid, van het decreet van 14 maart 2019.

Het secretariaat bevestigt de ontvangst van het beroep en roept de leden van de beroepscommissie bijeen.

Art. 9. De zaak wordt voorbereid zoals bepaald in artikel 91 van het decreet van 18 januari 2018 en artikel 140 van het decreet van 14 maart 2019.

Art. 10. De beroepscommissie beraadslaagt met gesloten deuren en binnen de termijnen voorgeschreven in artikel 92, eerste lid, van het besluit van 18 januari 2018 en artikel 141, eerste lid, van het decreet van 14 maart 2019.

De beroepscommissie beraadslaagt slechts geldig indien alle leden aanwezig zijn.

De beslissingen van de beroepscommissie worden bij de meerderheid van stemmen van de leden genomen.

Art. 11. De besluiten van de beroepscommissie worden opgesteld met de hulp van het secretariaat.

Zij worden ondertekend door de Voorzitter en aan de partijen meegedeeld overeenkomstig artikel 92, tweede lid, van het decreet van 18 januari 2018, en artikel 141, tweede lid, van het decreet van 14 maart 2019.

Art. 12. Het secretariaat van de beroepscommissie wordt verzorgd door een ambtenaar van de regeringsdiensten.

Art. 13. De leden van de beroepscommissie mogen geen beroepen in behandeling nemen waarin zij een persoonlijk belang hebben of waarin hun echtgenoot, verwanten of bondgenoten tot en met de derde graad een dergelijk belang hebben.

De Voorzitter kan niet ingaan op het beroep van een jongere ten aanzien van wie hij reeds een bewarende beslissing heeft genomen in verband met een als strafbaar feit gekwalificeerde handeling.

Art. 14. In geval van verhinderd of afwezigheid van een lid wordt dit lid vervangen door zijn plaatsvervanger.

HOOFDSTUK 4. — *Nadere vergoedingsregels*

Art. 15. lid 1. De leden van de beroepscommissie hebben recht op de volgende vergoedingen:

1° een vergoeding van 40 euro per halve dag deelname aan de werkzaamheden van de beroepscommissie;

2° een reiskostenvergoeding voor deelname aan de werkzaamheden van de beroepscommissie, bestaande uit:

a) hetzij de betaling van een biljet in tweede klasse, indien de verplaatsing met de trein wordt gemaakt;

b) hetzij de betaling van een biljet van een bus, tram of metro, wanneer de verplaatsing met het openbaar vervoer wordt gemaakt;

c) hetzij een kilometervergoeding binnen de regeringsdiensten, wanneer de verplaatsing met het eigen voertuig van het lid wordt gemaakt.

§ 2. De in het eerste lid bedoelde vergoedingen worden elk kwartaal betaald op basis van de vorderingen die de leden aan het Secretariaat-Generaal toezenden.

§ 3. Het bedrag van het presentiegeld is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Dit bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer 138,01.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepaling*

Art. 16. De minister bevoegd voor jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd,
Justitiehuizen, Sport en de Promotie van Brussel,

R. MADRANE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[2019/201963]

Tribunal du Travail du Hainaut. — Ordonnance

Par ordonnance du 15 février 2019, Monsieur André KEPPERS, juge social au titre de travailleur indépendant, près le Tribunal du Travail du Hainaut a été désigné par le Premier Président de ce Tribunal pour exercer les fonctions de juge social suppléant, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 70 ans.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[2019/201963]

Arbeidsrechtbank van Hainaut. — Beschikking

Bij beschikking van 15 februari 2019 werd de heer KEPPERS André, rechter in sociale zaken, als zelfstandige, bij de Arbeidsrechtbank van Hainaut, door de Eerste Voorzitter van deze Rechtbank aangewezen om het ambt van plaatsvervangend rechter in sociale zaken uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C – 2019/40860]

23 MARS 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 juin 2015 portant nomination des membres et du président de la Commission de planification de l'offre médicale

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015, l'article 91, § 4;

Vu l'arrêté royal du 2 juillet 1996 fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement de la Commission de planification-offre médicale, l'article 4, modifié par l'arrêté royal du 3 mai 1999;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C – 2019/40860]

23 MAART 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juni 2015 houdende de benoeming van de leden en van de voorzitter van de Planningscommissie-medisch aanbod

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorg-beroepen, gecoördineerd op 10 mei 2015, artikel 91, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juli 1996 tot vaststelling van de regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van de Planningscommissie-medisch aanbod, artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 mei 1999;